

## Les stratégies françaises dans le Pacifique sud face aux changements climatiques

Présentation synthétique du projet de recherche



Conseil Supérieur de la Formation  
et de la Recherche Stratégiques

Ce document vise à présenter le projet de recherche STRAFPACC, financé par le Conseil supérieur de la Formation et de la Recherche stratégiques. Il contient :

- ⇒ une description succincte du contexte et des enjeux du projet
- ⇒ un résumé des objectifs scientifiques poursuivis
- ⇒ une présentation de l'équipe de recherche

## Contexte et enjeux du projet STRAFPACC

---

Les changements climatiques constituent un risque majeur pour la plupart des États et territoires insulaires du Pacifique sud : l'élévation du niveau des océans, l'érosion côtière, les infiltrations d'eau salée, les sécheresses inhabituelles et les phénomènes météorologiques extrêmes (inondations, raz-de-marée, cyclones) menacent en effet l'habitabilité de plusieurs archipels de la zone. Les territoires français du Pacifique Sud (TFP) ne sont pas épargnés par ces phénomènes : Wallis, Futuna, ainsi que plusieurs îles de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française sont particulièrement vulnérables aux bouleversements environnementaux, et en particulier au risque de submersion.

Dans ce contexte, le rôle et les stratégies politiques, économiques et diplomatiques de la France et de ses territoires dans la région se trouvent questionnés. D'une part, la vulnérabilité des TFP aux changements climatiques rend nécessaire le développement de politiques locales de gestion et d'adaptation aux risques environnementaux, qui ne peuvent être pleinement efficaces qu'avec le soutien de l'État et en coordination avec les politiques publiques nationales. Cette collaboration renouvelée à l'aune des changements climatiques participe pleinement à la redéfinition des relations entre les territoires ultramarins du Pacifique et la métropole, dans le contexte de processus d'autodétermination encore incertains. D'autre part, les questions liées à l'accueil des « déplacés climatiques », à la protection des ressources naturelles et, plus largement, à la lutte contre les changements environnementaux induisent une reconfiguration des relations diplomatiques et stratégiques entre la France et les États insulaires voisins. Si ces relations se sont progressivement normalisées depuis la fin des essais nucléaires, la France reste considérée bien plus comme un partenaire singulier de la coopération régionale, que comme une puissance riveraine. Dans ce contexte, la « diplomatie climatique » de la France pourrait avoir une forte incidence sur son rôle dans la région, alors même que le Gouvernement tend à redéfinir sa stratégie en Asie-Pacifique et les missions de ses forces armées outre-mer.

Dans ce cadre, le projet STRAFPACC se fonde sur l'hypothèse selon laquelle les stratégies de lutte contre les changements climatiques contribuent à la reconfiguration des enjeux de pouvoir, d'influence et de souveraineté dans le Pacifique sud. Dès lors, ces stratégies influent sur la situation de la France dans la région, qu'il s'agisse de ses relations avec les territoires français, de ses liens diplomatiques avec les États riverains, ou de son influence dans les forums régionaux. La question environnementale pourrait être, à cet égard, le moteur de relations régionales renouvelées.

## Objectifs scientifiques

---

Le projet STRAFPACC rassemble huit chercheurs en géographie, anthropologie, droit public et science politique, dont les objectifs sont de deux ordres. Il s'agit tout d'abord d'apporter une meilleure compréhension des effets induits par les changements climatiques dans le Pacifique sud, notamment sur les flux migratoires régionaux et sur les ressources naturelles (terres, eau, minerais). L'appréciation de ces facteurs potentiels d'insécurité permettra ensuite d'envisager les perspectives de redéfinition du rôle de la France dans la zone sud-pacifique, du fait et dans le contexte des changements climatiques. A l'issue de ce projet, l'équipe de recherche élaborera un ensemble de recommandations visant à faire efficacement face à ces risques et, le cas échéant, à redéfinir les contours des stratégies françaises dans le Pacifique sud.

Dans cette perspective, les chercheurs impliqués dans le projet visent principalement à :

- **étudier les mouvements de populations** causés par la dégradation des environnements insulaires locaux. L'objectif est ici d'évaluer l'étendue des flux migratoires attribuables aux changements environnementaux et de déterminer leur impact sur les territoires français de la région. Ces travaux tendront à mettre au jour les effets des migrations environnementales sur la gestion des ressources naturelles (eau, terres, minerais) et les tensions interterritoriales et internationales induites par ces migrations.
- **déterminer le potentiel des mécanismes de coopération régionale et internationale** mis en œuvre dans la zone sud-pacifique pour lutter et/ou s'adapter aux effets des changements environnementaux – en particulier sur les populations et sur les ressources naturelles. Le nombre d'organisations régionales, de mécanismes de coopération bi- et multilatérale, de programmes d'aide internationale s'est en effet sensiblement accru cette dernière décennie dans ou à destination du Pacifique Sud. Le projet STRAFPACC a donc pour objectif d'identifier précisément ces coopérations, leurs objectifs et leurs moyens, pour déterminer leur efficacité réelle et les perspectives de la coopération régionale, dans le contexte des changements climatiques. Au-delà, sera soulevée la question de la pertinence des programmes d'aide au développement (notamment européens) à destination des pays du Pacifique insulaire.
- **envisager les perspectives de redéfinition du rôle de la France dans la zone sud-pacifique**, dans un contexte marqué par les vellétés d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, l'accroissement des migrations environnementales intra- et interétatiques, la dégradation des écosystèmes, la raréfaction des ressources naturelles et la redéfinition potentielle des zones maritimes, liée à l'érosion des lignes de côte. La réaffirmation de la France comme puissance régionale pourrait notamment passer par un renforcement de la coopération régionale et de l'aide internationale pour faire face à la menace environnementale.

## Présentation de l'équipe de recherche

---

### Porteuse du projet



**Sabine LAVOREL** est Maître de conférences HDR en Droit international public à l'Université Grenoble Alpes. Ses travaux portent sur la reconnaissance des droits des peuples, en particulier sur leurs ressources naturelles, et sur l'évolution de ces droits dans le contexte actuel des changements environnementaux.

### Équipe spécialiste des migrations environnementales



**Émilie CHEVALIER** est doctorante en géographie à l'Université de Limoges, en cotutelle avec l'Université de Sydney. Dans ce cadre, elle poursuit ses recherches sur les liens entre variabilité climatique et mouvements de population dans le Pacifique insulaire.



**Élisabeth WORLICZEK** est docteure en anthropologie culturelle et sociale ; ses travaux portent sur l'interaction entre l'homme et son environnement naturel, les migrations liées à des facteurs environnementaux, la perception des risques liés au changement climatique, et la gestion intégrée des zones littorales. Elle est rattachée à l'Université BOKU en Autriche.



**Dalila GHARBAOUI** est doctorante en science politique à l'Université de Liège. Elle travaille sur les stratégies régionales liées à la migration comme réponse d'adaptation au changement climatique dans la région sud-pacifique, en mettant l'accent sur la question de la sécurité foncière.

### Équipe spécialiste des coopérations régionales et internationales



**Lucie DELABIE** est professeure de droit public, spécialisée en droit international public, à l'Université d'Amiens. Ses travaux de recherche portent principalement sur les modalités classiques et contemporaines de coopération internationale, ainsi que sur les conditions d'effectivité des normes internationales, dans une perspective interdisciplinaire.



**Victor DAVID** est docteur en droit public et science politique, chargé d'études à l'IRD (antenne de Nouméa). Ses travaux actuels portent notamment sur le droit et la gouvernance des ressources naturelles en Nouvelle-Calédonie et en Océanie.



**Rudy BESSARD** est docteur en science politique, chercheur associé à l'Université Bordeaux IV et à l'Université de Polynésie française. Ses travaux portent sur l'étude des leaderships politiques (en particulier dans la zone sud-pacifique) et sur l'articulation entre le politique et les transformations environnementales et technologiques.